

# La lettre de l' IDP

(EA 1384) – Janvier

#16



## L'édito du Directeur

Chères collègues, chers collègues,

Nous avons reçu le rapport d'évaluation de l'HCERES. À sa lecture, il apparaît que le Haut Comité reconnaît le dynamisme de l'IDP et formule des appréciations qui reflètent pleinement les efforts que nous avons fournis pour impulser à notre équipe un notable saut en qualité, qu'il s'agisse des publications, des interactions avec le monde socio-économique, des contrats de recherche, de l'accompagnement des doctorants et de la gouvernance de l'unité.



Le Haut Comité qualifie d'ambitieux le projet de création de CRISS, en souligne la cohérence et juge sa réalisation plausible. Il indique par ailleurs, de manière constructive, des pistes d'amélioration et d'approfondissement de notre dynamique collective, notamment sur la réussite des doctorants et la pluridisciplinarité de la future équipe d'accueil, en précisant que nous avons posé d'ores et déjà les premiers jalons qui aideront à réaliser ces progrès.

C'est grâce à vous, chercheurs, doctorants et personnels administratifs, que notre équipe s'est ainsi transformée en cinq ans. Nous pouvons nous féliciter de la mue accomplie et envisager l'avenir sur des bases solides. J'adresse mes plus sincères félicitations à toutes et à tous.

La commission Recherche du Conseil Académique a sélectionné les trois projets de manifestations que nous avons remontés pour co-financement : la conférence organisée par Laurent Siguoiert sur l'indemnisation et l'assistance des passagers du transport aérien, celle co-organisée par Matthieu Caron sur les cabinets ministériels et les finances publiques et enfin celle organisée par Silvano Aromatario, Solange de Carbonnières et Alexandre Bonduelle sur la démocratie à l'ère du numérique. Le laboratoire prendra toute sa part dans le co-financement de ces manifestations de 2019.

Nous avons commencé à présenter le laboratoire et le doctorat dans les masters des composantes de formation de l'UPHF en droit, économie et gestion, ce qui devrait accroître notre visibilité auprès de ces étudiants. Une plaquette de présentation est en cours de finalisation et sera distribuée à l'avenir aux cours de ces moments de communication.

L'Assemblée générale s'est tenue le 31 janvier et nous a permis de réfléchir au bilan et au projet de notre unité. Nous avons également renouvelé les sept membres élus qui siègeront au conseil : Saïda El Boudouhi et Corinne Bléry chez les professeurs, Gülsün Altintas et Nicolas Leblond chez les maîtres de conférences, Luc Renaud et Chiara Mineo chez les doctorants et Anaïs Rebuccini chez les agents BIATSS. Nous tenons à cette règle de renouvellement partiel du conseil qui permet d'intégrer régulièrement les nouveaux arrivants et les forces vives à la vie de notre unité. En remplacement de Marion Ho-Dac, devenue membre de droit au titre de la co-responsabilité de l'axe MDD, j'ai désigné Sophie Corioland comme membre nommé du conseil et Isabelle Kustoscz en remplacement de Miguel Saraiva. C'est ce conseil renouvelé qui s'engagera dans l'élaboration des statuts et de la gouvernance de notre future unité de recherche CRISS.

La deuxième vague de sélection des projets de co-financement de thèses sera l'occasion de remonter des projets pour le 1er mars à la commission recherche. En outre, un financement UPHF pour une thèse associant des disciplines et des encadrants de l'IDP et du CALHISTE est aussi à saisir. Ce support sera récurrent.

Je vous laisse découvrir le focus de ce mois qui vous présente la conférence organisée par Olga Mamoudy et Saïda El Boudouhi sur les dommages environnementaux transnationaux. Ce fut l'occasion d'écouter trois spécialistes sur ces questions d'actualité.

Bonne lecture.  
Stéphane Lambrecht

## Agenda

**07.02.2019**, Conseil de laboratoire, 12 h 30, S426

**07.03.2019**, Journée de l'axe RIO, organisée par Antoine Masingue

**14.03.2019**, Atelier IDP, présenté par Hervé, Champin

**04.04.2019**, Colloque, « Regards civilistes sur le règlement 261/2004 relatif à l'indemnisation et à l'assistance des passagers du transport aérien », organisé par Nicolas Balat (ULille), Jérémy Jourdan-Marques (UAntilles) et Laurent Siguoiert (UPHF), de 9 h 00 à 17 h 00, SDC

**16.05.2019**, Appel à communication, 9ème Journée doctorale de l'École doctorale 74 SJPG- "Question prioritaire de constitutionnalité (QPC) et approfondissement de l'Etat de droit", organisée par Sophie Corioland et Romélien Colavitti

Plus d'informations sur :

<http://www.uphf.fr/IDP/agenda-idp>

**Directeur éditorial** : Stéphane Lambrecht

**Rédaction et conception** : Anaïs Rebuccini

**Contacts** : Laboratoire IDP (EA 1384)

UPHF – Les Tertiales  
Rue des Cent Têtes  
59313 VALENCIENNES Cedex 9  
Tél : 03.27.51.76.73

[idp@uphf.fr](mailto:idp@uphf.fr)

<http://www.uphf.fr/IDP/>

[https://twitter.com/idp\\_UVHC](https://twitter.com/idp_UVHC)

## Ça s'est passé ce mois-ci ....

**21.01.2019**, Commission recherche pour l'attribution de la politique scientifique (PS).

Les manifestations suivantes recevront le soutien de l'université :

1. Conférence organisée par Laurent Siguoiert le **4 avril 2019** - « Regards civilistes sur le règlement 261/2004 relatif à l'indemnisation et à l'assistance des passagers du transport aérien » : **2 000 € de la PS**
2. Colloque organisé par Matthieu Caron à Sciences Po Lille le **21 septembre 2019** - « Cabinets ministériels et finances publiques » : **1 000 € de la PS**
3. Journée d'études organisée par Silvano Aromatario, Alexandre Bonduelle et Solange de Carbonnière le **21 novembre 2019** - « Repenser le modèle démocratique à l'ère numérique » : **700 € de la PS**

**25.01.2019**, Réunion d'information auprès des masters de la Faculté de droit, d'Economie et de Gestion. Présentation du laboratoire et du doctorat. Deux autres sessions auront lieu auprès des masters de l'IAE et de l'IPAG dans le courant de l'année.

**31.01.2019**, Assemblée Générale. Les membres du laboratoire ont fait le bilan de l'année écoulée et sont revenu sur l'évaluation par l'HCERES ainsi que sur les projets à venir tel que celui de la fusion avec le CALHISTE et la mise en place de CRISS. Ont également eu lieu les élections des membres au conseil de laboratoire.

**31.01.2019**, Conférence, « Les dommages environnementaux transnationaux : quelles responsabilités ? », organisée par Saïda El Boudouhi et Olga Mamoudy

## Focus

### « Les dommages environnementaux transnationaux.

#### Quelles responsabilités ? »

Suscitée par l'actualité contentieuse relative au changement climatique dans plusieurs pays ces derniers mois, cette conférence visait non seulement à en présenter les aspects juridiques saillants mais aussi à la remettre en perspective en s'intéressant de manière plus générale aux dommages environnementaux transnationaux. La notion de dommage environnemental transnational renvoie alors ici à trois hypothèses.

#### 1 - « Quelle responsabilité en droit international ? »

La première est celle du dommage transfrontalier, c'est-à-dire de l'atteinte à l'environnement qui ne se limite pas au territoire d'un seul Etat, qui ne s'arrête pas à la frontière, un peu à la manière du nuage de Tchernobyl ou, plus sérieusement, à la pollution causée par une usine sur un territoire frontalier. Cette première hypothèse a été très tôt appréhendée par le droit international.

Nous avons abordé cette question à travers l'intervention de **Sandrine Maljean-Dubois**, spécialiste de droit international de l'environnement qui remettra la question des dommages environnementaux transnationaux dans la perspective plus vaste des moyens de droit international public ouvert aux Etats. Directrice de recherche au CNRS, S. Maljean-Dubois a dirigé un nombre considérable de travaux, qu'il s'agisse de thèses, d'ouvrages ou de projets de recherche collaborative, aussi bien en français qu'en anglais. L'un de ses derniers ouvrages s'intitule *Effectiveness of Environmental Law* (2017, OUP).

Par extension, le dommage environnemental transnational peut aussi être un dommage qui se produit de manière semblable dans différents Etats et qui peut donc donner lieu aux mêmes types d'actions dans différents pays. C'est typiquement le cas des dommages climatiques qui, tout en étant relativement territorialisé, n'en revêtent pas moins une dimension transnationale en ce qu'ils se produisent selon les mêmes modalités sur le territoire de plusieurs Etats.

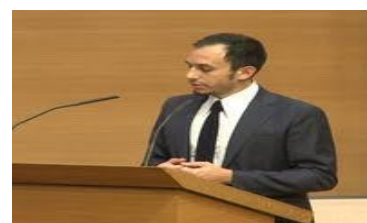
#### 2 - « Quelle responsabilité de l'Etat devant les juges nationaux ? »

**Marta Torre Schaub**, directrice de recherche au CNRS, a abordé plus spécifiquement les questions de responsabilité publique face aux dommages liés au changement climatique. Son intervention s'est focalisé sur les différentes « affaires » dont « notre affaire à tous » est la plus récente et *Urgenda*, jugée il y a quelques mois par les juridictions hollandaises, la plus emblématique et aboutie. Spécialiste du droit de l'environnement, M. Torre Schaub travaille plus spécifiquement sur les questions relatives au changement climatique. Elle dirige ainsi le réseau *Droit et changement climatique* et vient de diriger un ouvrage intitulé *Quel(s) Droit(s) pour les changements climatiques ?* (Mare et Martin, 2018).

#### 3 - « Quelle responsabilité pour les entreprises transnationales ? »

La troisième hypothèse de dommage environnemental transnational est celle où la transnationalité - ou l'extranéité - ne tient pas tant au dommage lui-même, qui peut être strictement territorialisé, qu'aux acteurs qui sont à l'origine du dommage. Le cas visé ici est plus spécifiquement celui des dommages environnementaux causés par des personnes privées, généralement les filiales de grandes multinationales sur le territoire d'un Etat qui n'est pas celui de la nationalité de la société-mère. On pense notamment à des affaires comme celle du Probo Koala ou à celles concernant des sociétés pétrolières comme Shell agissant par l'intermédiaire de filiales, au Nigeria ou dans d'autres pays. Cette hypothèse de dommage environnemental transnational soulève d'innombrables et épineuses questions d'imputation des dommages à une personne privée.

Ce dernier aspect a été traité par **Luca D'Ambrosio**, chercheur rattaché au Collège de France. La question du dommage environnemental transnational est ici abordée du point de vue du droit privé, c'est-à-dire de la responsabilité de personnes privées lorsque le dommage revêt une dimension transnationale. C'est sous cet angle de droit privé que L. d'Ambrosio a récemment dirigé un dossier spécial consacré au « Changement climatique et responsabilité » avec M. Torre-Schaub. Il collabore également régulièrement avec l'association Sherpa spécialisée dans la défense des victimes de crimes économiques.



## Publications

**F. Allemand**, La restructuration des dettes publiques saisie par le droit de l'Union européenne. Dans : Caroline Lequesne-Roth et Jean-François Boudet (dir.), *Les Administrations publiques faces à l'épreuve de leur dette*. Paris : Mare Martin, 2019.

**F. Allemand**, European economic constitution: from soft to hard policy coordination? In: Herwig Hofmann, Aikaterini Pantazatou and Giovanni Zaccaroni (eds), *The Metamorphosis of the European Economic Constitution*. Edward Elgar, 2019

**F. Allemand et J-V. Louis**, *Euro (mise à jour)*. Répertoire Dalloz de droit européen. Paris : Dalloz, 2019

**F. Allemand**, Title VIII – Economic and Monetary Policy (art. 125 TFEU). Dans : H. J. Blanke and S. Mangiameli (dir.). *European Commentary on the Treaty on the Functioning of the European Union*. Springer Publishing, 2019

**C. Blery**, Cru 2018 : un petit Noël du procédurier, Dalloz actualité, 8 janv. 2019.

**C. Blery**, Quelle date pour une déclaration d'appel remise par voie électronique ? (Civ. 2<sup>e</sup>, 6 déc. 2018, n° 17-27.206, F-P+B), Dalloz actualité, 16 janv. 2019

**C. Blery**, Gaz. Pal. 27 nov. 2018 - Impossibilité de recourir à la voie électronique et remise papier « efficace » (Cass. 2<sup>e</sup> civ., 6 sept. 2018, n° 17-18.698, NP), p. 73.

**C. Blery**, Péremption d'instance : s'opposer au rétablissement au rôle n'est pas diligence (Cass. 2<sup>e</sup> civ., 27 sept. 2018, n° 17-18.881, P), p. 60.

**C. Blery**, Réforme du contentieux de la sécurité sociale et de l'action sociale : le décret « procédure », Dalloz actualité, dossier 9 nov. 2018

**C. Blery**, Ordonnance de référé statuant sur la compétence : appel particulier versus circuit court (Paris, ch. référés, ord. 8 nov. 2018, RG n° 18/06629), Dalloz actualité, 23 nov. 2018

**C. Blery**, Ordonnance sur incident devant le juge de la mise en état : appel particulier sur la compétence versus appel général sur l'article 776 (Paris, ord., 10 avr. 2018, RG n° 17/22332), Dalloz actualité, 3 déc. 2018

**C. Blery**, Réforme du contentieux de la sécurité sociale : incidences pour les avocats en matière judiciaire, Dalloz avocats, déc. 2018, p. 462.

**D. Bondat**, "Menaces par ordonnance", Dr soc 2019, p. 35.

**M. Caron**, « L'apport du journalisme à la transparence de la vie publique » (en collaboration avec N. Kaciaf & A. Le Moal), *Politeia*, n°33, décembre 2018.



**S. Corioland**, Droit pénal général, Ellipses, coll. "Mes TDs de droit", 1<sup>ère</sup> éd., 2019.

**S. Corioland**, "Pas de faute lourde dans l'affaire Merah", note sous CE 18 juill. 2018, AJ. Pén. 2018, p. 520.

**J. Icard**, « Le barème d'indemnisation face au droit international : la promesse de l'Aube », *Bulletin Joly Travail* janv. 2019, p. 9.

**J. Icard**, « La mise en jeu de la responsabilité civile dans le contexte d'une requalification d'une relation de travail temporaire », *Revue des Contrats* 2018/4, p. 606.

**J. Icard**, « Barème Macron : les juges se rebiffent ! », actuEL RH, 19 déc. 2018

**A. Lacroux, S. Ben Larbi, et P. Luu**, (2019). Impact de la notation sociétale sur la dynamique des performances environnementale, sociale et de gouvernance dans un contexte international : une étude empirique fondée sur la base longitudinale Vigéo Eiris. *Revue Recherches en Sciences de gestion*

**D.Lhomme**, « When the moon met the sun : when the national government tries to regulate the effects of decentralisation in and through the Land planning process », p257, publié dans « Métropolisation, régionalisation et intercommunalité rurale. Quel impact sur les autorités locales, régionales et centrales en Europe ? » – Institut universitaire Varenne, collection Kultura, diffusion Lextenso/LGDJ – Sous la direction scientifique de Ludmila Maliková, Frédéric Delaneuville, Marian Giba et Stéphane Guérard.

**O.Mamoudy**, "Le juge de cassation et l'exécution de la chose jugée en matière contractuelle". Note d'arrêt sous CE, 11 juill. 2018, *Commune d'Isola*, n° 407865, à paraître, *AJDA*, 2019.



## Appels à projets

**Appel à manifestations** d'intérêt visant à renforcer les collaborations internationales stratégiques de l'I-SITE ULNE - pour postuler :

[elodie.legrand@isite-ulne.fr](mailto:elodie.legrand@isite-ulne.fr)

### Horizon 2020 – Work programme 2018/2020 – Défi 6

Thématiques :

- Migration
- Transformations
- Gouvernance

**Date limite de soumission : pas encore fixée**

### AAP du réseau NORFACE – Gouvernance démocratique à l'ère des turbulences

Cinq thématiques : projets transnationaux impliquant au moins trois entités légales de trois Etats membres de l'UE

Date limite de dépôt : **19/02/2019**

### Appel à projets cotutelles de thèses 2019 – UPHF (interne) – VAGUE 2

Date limite de dépôt des demandes : **01/03/2019**

### Chaire française à l'UERJ

Partenariat avec le consulat de France à Rio – de six à douze mois

Indemnité mensuelle de 6 900 REAIS

Date limite de candidature : **11/03/2019**

### Appel à projet RISE Research and Innovation Staff Exchange 2019 – Marie Curie

Soutien par la commission européenne pour promouvoir les collaborations internationales et/ intersectorielles au travers d'échanges de personnels – mobilité de 1 à 12 mois au cours d'un projet de 4 ans.

Ouvert aux jeunes chercheurs, chercheurs confirmés et non chercheurs impliqués dans des activités de recherche

Date limite de dépôt des projets : **02/04/2019**

### AAP Transport 2019 [MG – ART –GV] – Transport intelligents, verts et intégrés

Mobilité pour la croissance  
Transport routier automatisé

Véhicules verts

Date limite de dépôt : **25/04/2019**

### Conseil Régional dispositif PRIMER appel à projets soutien aux manifestations scientifiques

#### L'édition scientifique

-Dépôt avant le **25/05/19** pour les manifestations du 1<sup>er</sup> semestre N+1

-Dépôt avant le **25/05/19** pour les publications N ou N+1

### STIMULE – Soutien aux « Travaux Interdisciplinaires, Multi-établissements et Exploratoires »

Deux outils distincts : le volet « *Partenarial* »  **candidatures spontanées au fil de l'eau** et « *Recherche exploratoire* »  **candidatures selon un calendrier défini par la Région**

### Programme Mauperthuis France/Finlande

Quatre programmes :

- Conférences françaises
- Mobilité courte
- Ateliers recherche et innovation
- Bourse de doctorat en co-tutelle

Plus de renseignements auprès de [mathieu.leporini@france.fi](mailto:mathieu.leporini@france.fi)

### I-Lab 2019 – 21<sup>ème</sup> édition

Projet de création d'entreprise à technologies innovantes

Pourront candidater les porteurs de projet d'entreprise non créée ou d'entreprise ayant au moins 2 ans

Date limite de candidature : **26/02/2019**

### ANR – Appel à projets franco-allemand en sciences humaines et sociales

Soutien aux projets proposés conjointement par des équipes françaises et allemandes

Date de clôture : **15/03/2019**

### H2020 – PCN Transport

**1/CEF (Connecting Europe Facility)** – Déploiement de nouvelles technologies sur le réseau transeuropéen de transport ferroviaire et maritime

Date limite de candidature : **24/04/2019**

**2/Shift2Rail – Journée d'information sur l'appel 2019 le 06/02/2019 à Bruxelles**

Date limite de dépôt : **premier semestre 2019**

**3/ FTI Pilot (Innovation rapide dans les transports)**

Projets de collaboration de R&D et innovation proches du marché et orientés par l'activité économique

Date limite de dépôt : **23/05/2019 et 22/10/2019**

**4/ Instrument PME**

Phase 1 : **07/05/2019**

Phase 2 : **03/04/2019, 05/06/2019 et 09/10/2019**

### IHP – Institut Henri Poincaré

« La théorie des représentations » - du 06 janvier au 03 avril 2020

Inscription jusqu'au **15/06/2019**

### Programme Hauts de France Fulbright 2019/2020

Mobilité de 3 à 12 mois aux USA ou accueil d'un chercheur américain

Réouverture **au 01/08/2019** pour 2020/2021

## Communication à une manifestation scientifique

**C. Blery**, Conférence à l'IEJ de Rennes 1 sur le thème « *Procédure civile et numérique* », le 4 déc. 2018.

**C. Blery**, Conférence à la faculté de droit de Nice sur le thème « *Procédure civile et numérique* », le 13 déc. 2018, au sein du cycle de conférences d'ouverture proposé par M. le professeur Ph. Kaigl.

**C. Blery**, Membre du jury de soutenance pour la thèse de M. Cédric Chapelle. Sujet : « *L'expertise judiciaire à l'épreuve des droits fondamentaux* ». Directeur de thèse : Pr N. Fricero (Nice). Autres membres du jury : Recteur S. Guinchard, Pr Y. Strickler (Nice), Pour J.-F. Renucci (Nice). Soutenance :14 déc. 2018.

**M.Caron**, « Train de vie des députés : comment en finir avec le soupçon ? », in *ça vous regarde*, **LCP-AN**, 25 janvier 2018.

**A. Lacroux et M. Lacroux**, Congrès (2019). Anonymous resume: an effective preselection method? Lessons from two empirical studies. *Third AOM HR division international conference (HRIC)*, Dublin, January 9-11 2019.

**D. Lhomme**, Colloque Charleroi-Mons sur la transparence - « La directive 2015/849 du 20 mai 2015 sur la lutte contre le financement du terrorisme et le blanchiment : le cas des bénéficiaires effectifs dans les sociétés », le 12 décembre 2018

**S. Petit et J.-J. Nowak**, «Tourism specialization across ranges of qualities», Séminaire du laboratoire LEM, Université de Lille, 08 Janvier 2019

**O.Mamoudy**, Conférence autour du récent ouvrage de F. Melleray et C. Jamin, 14 janvier 2019, Université Paris 11

